

**Nations unies - Coopération Nations  
unies/Union européenne -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 09 mai 2017)

Monsieur le Président,

Je salue la présence à la table du conseil de la Haute-représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Federica Mogherini, que je remercie chaleureusement pour sa présentation.

Comme tous les 9 mai, les États membres de l'Union européenne célèbrent aujourd'hui la Journée de l'Europe, qui met à l'honneur le projet commun qu'ils font vivre ensemble depuis la signature du traité de Rome, il y a plus de 60 ans désormais.

Le choix de tenir cette réunion annuelle du conseil sur la coopération entre les Nations unies et l'Union européenne en ce jour symbolique est tout sauf anodin. Il reflète la proximité qui existe entre deux organisations qui partagent les mêmes valeurs et dont les champs d'intervention conjoints sont en constante augmentation. Il témoigne également de l'importance cardinale qu'accorde l'Union européenne aux Nations unies dans la conduite de son action extérieure, comme l'illustre la présence de Mme Mogherini à nos côtés à New York en ce jour particulier pour tous les Européens. Je l'en remercie une nouvelle fois.

L'Union européenne, Monsieur le Président, constitue aujourd'hui un acteur majeur du maintien de la paix et un partenaire stratégique des Nations unies dans ce domaine.

À l'instar d'autres organisations régionales, son rôle devient de plus en plus central dans la mise en oeuvre des opérations de maintien de la paix, qu'il s'agisse de leur financement, des contributions militaires ou encore de leur accompagnement politique.

Les nombreuses missions déployées par l'Union européenne, militaires comme civiles, dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune, contribuent à la mise en oeuvre des décisions de ce conseil dans diverses régions du monde. C'est notamment le cas :

- sur le continent européen, où l'Union contribue par exemple à la stabilité de la Bosnie-Herzégovine et au renforcement de l'État de droit au Kosovo ;

- en Afrique, notamment au Mali, au Niger, en République centrafricaine et en Somalie, où l'Union soutient le renforcement structurel des capacités africaines de réponse aux crises et apporte un financement déterminant aux opérations africaines de soutien de la paix ;

- ou encore en réponse à des menaces transversales, à travers l'action de l'Union dans la lutte contre le trafic de migrants en Méditerranée ou contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes.

Et je pourrais multiplier les exemples.

Il faut également rappeler la contribution des pays européens aux différentes opérations de maintien de la paix sur le plan financier - avec la prise en charge de 40% du budget du maintien de la paix - mais également sur le plan humain, comme par exemple au Mali où plus de 1.000 casques bleus européens sont engagés au sein de la MINUSMA avec des moyens inédits.

Plus largement encore, l'Union européenne intervient en faveur de la paix et de la sécurité en utilisant l'ensemble de la gamme de ses instruments. Elle le fait dans le cadre d'une approche globale qui vise à favoriser des solutions politiques ainsi qu'à traiter en profondeur les racines des conflits comme du terrorisme. Elle s'inscrit en cela en pleine cohérence avec la vision du secrétaire général des Nations unies en faveur d'une action de la communauté internationale tout au long du cycle des conflits, allant de la prévention de ces derniers jusqu'à la consolidation de la paix.

Monsieur le Président,

L'Union européenne est également un partenaire central du conseil de sécurité dans la recherche de solutions durables aux grandes crises qui occupent son agenda.

Pour n'en prendre quelques exemples, c'est le cas sur le dossier syrien, où l'Union européenne apporte sa voix à ceux qui soulignent l'urgence d'une reprise des négociations inter-syriennes en vue de la mise en place d'une transition politique conforme aux dispositions de la résolution 2254 et du communiqué de Genève. Celle-ci ne saurait raisonnablement intervenir que dans un contexte marqué par une cessation durable des hostilités et un accès libre, continu et sans entraves de l'aide humanitaire.

C'est le cas en Libye, où l'Union européenne déploie, aux côtés de la MANUL, un effort important afin de donner au conseil présidentiel du Premier ministre Sarraj les moyens de lutter contre la menace que fait peser la présence croissante de groupes terroristes sur son territoire. L'Union contribue en outre, à travers sa mission EUNAVFOR Sophia déployée dans les eaux internationales au large des côtes libyennes et dans le cadre des résolutions du conseil, à la lutte contre le trafic de migrants ainsi qu'au renforcement de la mise en oeuvre de l'embargo sur les armes à destination de la Libye.

C'est le cas s'agissant de la crise en Ukraine, où l'Union européenne mène une politique associant dialogue et fermeté, en soutien au travail du groupe Normandie dont les efforts ont vocation à se poursuivre dans les mois à venir. Les sanctions européennes n'ont pas pour objectif de punir mais bien d'encourager les parties prenantes à mettre en oeuvre les dispositions endossées par le conseil de sécurité en vue d'une sortie de crise, à savoir le paquet de mesures en faveur de la mise en oeuvre des accords de Minsk.

Enfin, Monsieur le Président, l'Union européenne est un acteur de premier plan dans la réponse à la crise globale des migrants.

Face à ce qui s'apparente à la plus grande crise de déplacés et réfugiés depuis la fin de la seconde guerre mondiale, à l'égard de laquelle nous avons une égale exigence de solidarité et de responsabilité, l'action volontariste de l'Union européenne est trop souvent minorée ou mal comprise.

L'Union européenne reste en effet, et de loin, la première pourvoyeuse d'aide humanitaire aux réfugiés dans le monde. Les opérations menées par l'Union, au premier rang desquelles figurent EUNAVFOR Sophia, ont permis de sauver plusieurs dizaines de milliers de personnes en situation de détresse dans les eaux de la Méditerranée et de lutter contre les réseaux de trafiquants de migrants en Méditerranée. L'Union n'oublie pas de s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène, comme en témoigne sa position au premier plan en matière de financement du développement, dans le cadre de la mise en oeuvre de l'agenda 2030, mais également l'effort financier conséquent qu'elle consent en faveur des pays d'origine et de transit.

Pour n'en prendre qu'un exemple, l'Union européenne contribue ainsi à plus de 50% de l'aide publique au développement à l'échelle mondiale.

Ainsi, si l'Union européenne ne peut résoudre seule la crise des migrants, elle prend bien toute sa part de responsabilité, politique, sécuritaire, financière mais également morale et humaine, pour y répondre le plus efficacement possible.

Monsieur le Président,

Permettez-moi enfin, en écho aux propos de Mme Mogherini, de rappeler l'attachement profond de la France et de la communauté des Nations dans son ensemble à l'Accord de Paris et à sa pleine mise en oeuvre, qui constitue l'un des principaux enjeux de notre temps et qui a besoin de notre engagement à tous.

\* \* \*

Je conclurai mon intervention en insistant une nouvelle fois sur un point de convergence fondamentale entre les Nations unies et l'Union européenne, à savoir l'engagement partagé en faveur du multilatéralisme, en faveur d'un monde où le droit prévaut sur la force. C'est l'un des

éléments qui contribue à faire de l'Union, au-delà de son rôle d'organisation régionale, l'un des piliers de l'ordre international actuel.

Je vous remercie./.